

La critique théorique qui met en relief ce fait caractéristique procède parallèlement au démasquement politique de l'opportunisme socialiste, en tant que forme d'action bourgeoise, et des chefs en tant qu'agents du capitalisme dans les rangs du prolétariat. Au commencement de la guerre mondiale, la faillite bruyante de l'internationale opportuniste se défendit (théoriquement) par des arguments qui, au point de vue de la théorie comme à celui de la propagande socialistes, semblaient être des surprises, des révélations inattendues, des « découvertes » sensationnelles. Ceux qui avaient contesté au socialisme de posséder des principes doctrinaux et programmatiques, affirmaient soudainement que le socialisme ne gardait même pas l'originalité d'être ce mouvement sans principes, mais qu'il fallait le subordonner, lui faire donner son adhésion inconditionnelle à certaines thèses qui avaient jusqu'ici été considérées étrangères à la pensée socialiste et méritant une démolition polémique définitive. Le socialisme se réduisait à une « sous-école » du mouvement de la gauche bourgeoise, s'affiliait à l'idéologie de la dite démocratie, présentée brusquement non comme le marxisme la considère dans ses affirmations les plus élémentaires, c'est-à-dire comme la doctrine politique appropriée aux intérêts des classes bourgeoises, mais comme quelque chose de progressif par rapport à la politique dominante du capitalisme. Les traîtres de l'Internationale « découvrirent » alors des principes qu'ils nous jetèrent dans les jambes et avec lesquels ils prétendirent préjuger inéluctablement l'action du prolétariat. Ils affirmaient qu'il fallait inexorablement sacrifier tous les intérêts, même immédiats et de groupes particuliers que jadis ils prétendirent défendre. Trois de ces principes furent surtout agités : le principe de la liberté démocratique, celui de la guerre défensive, celui des nationalités.

Les opportunistes avaient, jusqu'alors, trompeusement simulé une orthodoxie théorique, parlant toujours aux masses de lutte de classes, de socialisation des moyens de production, d'abolition de l'exploitation du travail. La « découverte » soudaine de nouveaux principes devaient servir à surprendre le prolétariat, à bouleverser sa conscience de classe et l'idéologie révolutionnaire, sabotant la possibilité de sa mobilisation idéologique dans un sens de classe, ainsi que, parallèlement, à couvrir le passage évident des cadres dirigeants des grandes organisations ouvrières dans une alliance avec la bourgeoisie, enlevant d'un coup toute plateforme de réajustement et de liaison pour une action socialiste de la classe ouvrière mondiale.

On enseigna alors (et bien peu de militants surent, bien moins encore purent, exprimer leur indignation et leur protestation) que le prolétariat socialiste devait se passer de principes, tant qu'il s'agissait des principes de la doctrine des classes, mais devait, par contre, s'incliner devant eux comme devant choses sacrées, lorsqu'il s'agissait des principes de l'idéologie bourgeoise, des idées fondamentales que les classes dominantes transforment en une religion pour justifier leurs intérêts.

La trahison au contenu de la critique marxiste ne pouvait ne pas être plus cynique.

Pour donner une idée du procédé employé dans cette superposition effrontée d'éléments étrangers et opposés aux plus simples formulations de la doctrine socialiste, nous citerons un seul exemple. Nous avons naturellement invoqué le passage très connu du « Manifeste Communiste » suivant lequel le prolétariat n'a pas de patrie et peut se considérer constitué en Nation — dans un sens bien différent d'ailleurs de celui de la bourgeoisie — seulement quand il a conquis le pouvoir politique. Et bien, un des propagandistes les plus connus du parti socialiste italien, le « technicien » de la propagande du vieux parti, Paolini, répondit à cette argumentation en affirmant ceci : la condition pour conquérir le pouvoir politique consistait dans la conquête du... suffrage démocratique ; et là, où le prolétariat jouissait du droit électoral, il avait en même temps une patrie et des devoirs nationaux. Cette thèse, qui n'a pas besoin de commentaires, démontre que ceux à qui on confiait, au sein de la IIe Internationale, la propagande du marxisme, étaient incroyablement bêtes ou incroyablement effrontés.

Nous ne prenons pas au sérieux la philosophie bourgeoise et son égalitarisme

juridique. Sa démolition théorique s'accompagne, dans la conception communiste, d'un programme politique du prolétariat qui liquide toute illusion sur la possibilité d'appliquer des moyens libéraux et libertaires pour sa fin révolutionnaire : la suppression de la division de la société en classe. Le prétendu droit égal de tous les citoyens dans l'Etat bourgeois n'est que la traduction du principe économique « de la libre concurrence » et de la parité sur le marché des vendeurs et des acheteurs de marchandises. Ce nivellement signifie, en réalité, la consolidation des positions les plus opportunes afin que l'exploitation et l'oppression capitalistes s'instaurent et se conservent. En rapport direct avec cette critique fondamentale pour la pensée socialiste, se trouve la démonstration que l'invocation du degré de plus ou moins de « liberté démocratique » atteint par les pays en guerre comme guide de la politique prolétarienne et socialiste en face de la guerre, signifie tout simplement s'en rapporter à des critères bourgeois et antiprolétariens ! Nous n'insisterons donc pas sur le premier des trois principes énoncés plus haut. Les deux autres principes sont en fonction du même travestissement théorique : parler de guerre juste et injuste, suivant qu'elle soit d'agression ou de défense ou qu'elle ait l'objectif de donner aux populations le gouvernement que l'on affirme voir désirer par elles en majorités, présuppose une croyance en un principe de démocratie instauré dans les relations entre les Etats ainsi qu'entre les individus.

Ces principes sont ceux que la bourgeoisie brandit dans le but précis de créer, au sein des masses populaires, une idéologie favorable à sa domination et dont elle préfère ne pas avouer les déterminants impitoyablement égoïstes. Alors que, pour la vie intérieure de l'Etat capitaliste moderne, la démocratie électorale correspond, en fait, à un système de sanctions juridiques et à des normes constitutionnelles sans constituer — à notre point de vue — aucune garantie effective pour le prolétariat qui, dans les moments décisifs de la lutte de classes, trouvera contre lui la machine armée de l'Etat, il n'existe pas dans les rapports internationaux des sanctions et des conventions qui répondent à une application formelle des principes qui dérivent de la théorie démocratique.

Pour le régime capitaliste, l'instauration de la démocratie dans l'Etat fut une nécessité inhérente à son développement ; il n'en est pas de même pour toutes les formules déduites de la théorie démocratique au sujet des rapports internationaux, formules qui sont brandies par les idéologues fauteurs de la paix universelle basée sur l'arbitrage, de la réglementation des frontières suivant les nationalités, etc.

Apparemment, c'est là un argument qui se prête au jeu des opportunistes qui présentent les groupes capitalistes comme adversaires de ces revendications politiques ; alors qu'en réalité ces défenseurs de théories purement bourgeoises veulent les accréditer parmi le prolétariat. Mais l'argument se retourne plusieurs fois contre les opportunistes.

En effet, il est absurde de croire que l'Etat bourgeois modifie sa position internationale du seul fait que le prolétariat socialiste en cessant, au nom de « l'Union Sacrée », son opposition et en brisant son indépendance, lui laisse les mains bien plus libres pour agir suivant l'intérêt de sa conservation. En second lieu, le jeu criminel des social-traîtres se démontre encore plus impudent : ils ont opposé aux prétendus « utopismes » des programmes révolutionnaires la nécessité de se poser des buts immédiats, d'adhérer aux possibilités réelles. Et voilà qu'on fait entrer en ligne de compte, à l'improviste, et pour y subordonner l'orientation du mouvement prolétarien, des buts qui, non seulement n'ont aucune nature de classe et de socialisme, mais qui se démontrent, au surplus, tout à fait irréels et illusoire. Ils accréditent des idées que la bourgeoisie ne réalisera jamais, mais auxquelles elle a intérêt de voir les masses donner leur confiance. Donc, la politique des opportunistes ne permet pas de faire avancer, soit même à « petits pas », l'évolution effective et pratique des situations, mais se révèle comme la mobilisation idéologique des masses, dans un intérêt bourgeois et contre-révolutionnaire. Et rien de plus !

Pour ce qui concerne le principe des nationalités, il n'est pas difficile de trouver qu'il n'a jamais été autre chose qu'une phrase pour l'agitation des masses, et, dans la meilleure des hypothèses, une illusion de certaines couches intellectuelles,